REPUBLIQUE FRANCAISE   Liberté – Egalité – Fraternité

ELECTIONS LEGISLATIVES – 12 MARS 1978

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

pour l'UNION et le CHANGEMENT VERITABLE

4e CIRCONSCRIPTION DU VAR

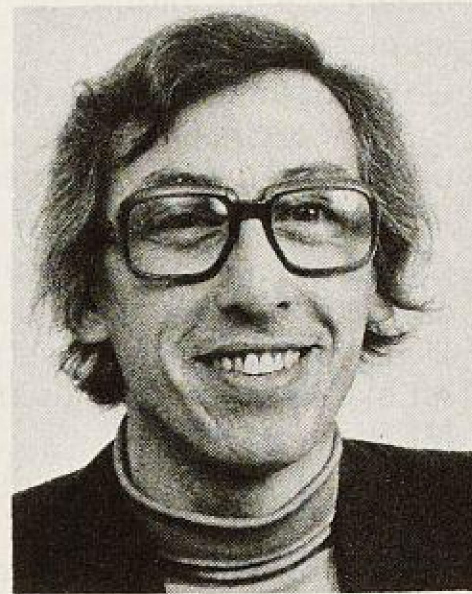


DANIELLE DE MARCH

Mère de famille – Employée – 38 ans
Député suppléante en 1967 et en 1973
Membre du Comité Central du P.C.F.

MAURICE BLANC

SUPPLEANT
Technicien en bâtiment, 41 ans
Premier Adjoint au Maire de La Seyne



Vous avez à faire le 12 mars un CHOIX D'UNE GRANDE IMPORTANCE : si la majorité actuelle est reconduite, elle enfoncera encore davantage le pays dans la crise ; si les conditions sont créées pour la formation d'un GOUVERNEMENT DE GAUCHE, avec des ministres communistes, alors commencera une NOUVELLE POLITIQUE, de PROGRES SOCIAL et de REDRESSEMENT ECONOMIQUE.

Que de promesses les candidats du pouvoir vous ont faites depuis vingt ans ! rappelez-vous seulement, depuis 1974, celles de Monsieur GISCARD D'ESTAING et de ses ministres CHIRAC ou BARRE : combien de fois ont-ils promis qu'on allait «sortir du tunnel» ? la vérité, vous le savez, c'est que la crise s'est aggravée. Tous ceux qui créent les richesses du pays à la ville et à la campagne, travailleurs manuels ou intellectuels sont TOUS CONDAMNES A L'AUSTERITE et pour des millions de Français C'EST VRAIMENT LA MISERE.

Par contre, pour les grands monopoles, les profits sont fabuleux et dans les coffres des banques suisses s'entassent d'énormes fortunes.

Voilà la scandaleuse injustice dont sont responsables les hommes de la majorité actuelle (quelle que soit leur étiquette), voilà la politique qu'ils veulent poursuivre. Mais ils sont à bout d'arguments. Le seul parti qu'ils craignent et rêvent d'affaiblir c'est LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Nous avons fait des propositions d'actualisation respectant scrupuleusement l'esprit et la lettre du programme commun de 1972 qui se traduiraient par :

MESURES SOCIALES : augmentation des salaires (SMIC à 2.400 F), des allocations familiales (+ 50 %), du minimum vieillesse ; 5 semaines de congés, la retraite à 55 et 60 ans.

MESURES ECONOMIQUES : pour financer ces dépenses : nationalisation des secteurs clés de l'économie ; impôts sur le capital et les grandes fortunes ; contrôle des subventions de l'Etat ; arrêt du gâchis financier.

Développement sans précédent des LIBERTES FONDAMENTALES de pensée, de réunion, d'expression ; EXTENSION DES DROITS SYNDICAUX, POLITIQUES et ECONOMIQUES des travailleurs ; DECENTRALISATION accentuée pour aller vers l'AUTOGESTION COMMUNALE.

A l'extérieur, une politique active de PAIX et de stricte INDEPENDANCE NATIONALE.

Renonçant à se donner les MOYENS du changement, le Parti socialiste et le M.R.G. ont rompu les négociations et remettent en cause le contenu même du programme commun en 72. Le vote du 12 mars en faveur de nos candidats sera le moyen d'exiger qu'un ACCORD intervienne sur le CONTENU de la politique qui sera mise en oeuvre afin de ne pas décevoir votre espoir de changement.

Trop de fois les Français ont été abusés : ils ont voté pour des hommes de gauche qui ont ensuite appliqué une politique de droite en excluant les communistes.

Depuis 1972, une situation nouvelle existe avec la signature du PROGRAMME COMMUN. Un contrat de législature a été passé qui garantissait enfin l'application d'une véritable politique de gauche.

RENONCER A UN ACCORD CLAIR AUJOURD'HUI SUR LE PROGRAMME COMMUN, ce serait COMPROMETTRE LA VICTOIRE.

C'est pourquoi, même si vous ne partagez pas toutes nos idées, VOTEZ pour les candidats communistes.

VOUS AFFIRMEREZ VOTRE VOLONTE DE CHANGEMENT, VOTRE EXIGENCE d'un BON ACCORD, dès le 13 Mars, entre tous les partis de gauche.

C'est de votre vote du 12 mars que dépend la PRESENCE DE MINISTRES COMMUNISTES DANS LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE DE DEMAIN.

Ainsi VOUS AUREZ LA GARANTIE QUE LES ENGAGEMENTS PRIS SERONT TENUS.

V O T E Z POUR LES C A N D I D A T S C O M M U N I S T E S

Madame, Monsieur,

En 1973, vous m'avez fait l'honneur de votre confiance pour défendre les intérêts de notre département à l'assemblée Nationale.

Député, j'ai pu mieux connaître tout ce qui fait la vie réelle de notre circonscription.

Au cours de mes nombreux contacts pour mes interventions, j'ai chaque fois dû constater les conséquences désastreuses de la politique gouvernementale, mesurer la dégradation du tissu économique de notre région et l'aggravation sans précédent des conditions de vie et de travail qui sont parmi les plus évidentes.

Un changement réel est donc devenu indispensable et urgent. Et l'importance décisive de l'enjeu du mois de Mars exige pour notre pays des énergies nouvelles, des cadres plus jeunes et dynamiques.

C'est pourquoi avec les militants de notre parti, nous avons confié la responsabilité de continuer l'oeuvre entreprise, à Danielle DE MARCH, cette jeune et ardente militante qui est ma suppléante depuis 1973 après l'avoir été de Toussaint MERLE en 1967.

Vous la connaissez bien : SES IMMENSES QUALITES DE COEUR, SA PARFAITE CONNAISSANCE DES PROBLEMES aussi bien varois que régionaux et nationaux, SON DYNAMISME et LE DEVOUEMENT dont elle a toujours fait preuve, sauront j'en suis convaincu recueillir vos suffrages.

Mère de famille et militante elle saura mettre toute sa sensibilité AU SERVICE DE LA PROMOTION ET DE L'EGALITE DE LA FEMME.

Son suppléant M. Maurice BLANC est mon premier adjoint à la Mairie de La Seyne depuis les élections municipales de Mars 1977.

Tous deux par leurs connaissances, leurs capacités et leur intégrité méritent votre confiance.

VOUS LA LEUR ACCORDEREZ MASSIVEMENT DES LE 12 MARS.

Philippe GIOVANNINI
Député du Var
Maire de La Seyne

VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

A l'assemblée nationale, en 1967 et depuis 1973, notre circonscription a été représentée par un député communiste. Auprès de Toussaint Merle et Philippe Giovannini, j'ai pu, en tant que député suppléante dans les nombreuses actions, à l'écoute des besoins de ceux qui font la richesse de notre département, mesurer la mise en pièce de notre économie varoise.

Demain, élue avec Maurice Blanc, adjoint au maire de La Seyne, mon action prolongera les luttes des hommes et des femmes, en vue de défendre et développer notre Economie varoise, relancer l'emploi.

Voici quelques uns des grands axes de mon action dont la solution dépend de l'application des réformes démocratiques contenues dans le Programme commun bien actualisé, se donnant les moyens du Progrès social, du Progrès de la démocratie.

- DEFENDRE L'EMPLOI, et SAUVER LA CONSTRUCTION NAVALE.
  Secteur décisif de l'économie varoise, de notre indépendance commerciale, il est urgent, comme le prévoit le plan présenté par le P.C.F. de défendre la vocation maritime de notre pays, en lui donnant une flotte conforme à ses besoins, en assainissant les finances publiques.
- DEFENSE DE L'ARSENAL DE TOULON, développement de ses activités dans le cadre d'une politique indépendante de défense nationale, DEFENSE DU STATUT DES PERSONNELS.
- ARRET DU DEMANTELEMENT et des FERMETURES DES P.M.E., développement de nouvelles activités en liaison avec le plan régional.
- MAINTIEN DE LA VOCATION AGRICOLE de l'ouest-Var, par des mesures contre la spéculation foncière, la garantie de l'avenir de la viticulture, refus de l'élargissement de la Communauté Economique Européenne.
- DONNER aux producteurs de fleurs, aux maraichers, les moyens de MAITRISER LE MARCHE, par le maintien et le développement de la SICA d'Ollioules, LA CREATION A OLLIOULES DU MARCHE UNIQUE DE LA FLEUR.
- MESURES législatives et budgétaires pour SAUVEGARDER L'ENVIRONNEMENT, le CADRE DE VIE, privilégier l'ACTION CONTRE LA POLLUTION DE LA MEDITERRANEE, la sauvegarde de nos forêts, de nos sites. REALISATIONS DES EQUIPEMENTS, indispensables stations d'épuration, usine incinération ordures ménagères, traitement des déchets industriels.
- SOUTIEN à l'action des ASSEMBLEES ELUES, pour une autogestion communale, régionale et les moyens d'une autonomie financière, dans le cadre de la décentralisation de l'Etat.
- PARTICIPATION DE L'ETAT, pour les grands projets nécessaires, infrastructures scolaires, crèches, logements, hôpital neuf à La Seyne, équipements socio-culturels et sportifs, transports.
- Avec les associations à vocation touristique, des organisations professionnelles, impulser une NOUVELLE POLITIQUE DEPARTEMENTALE DU TOURISME.
- Donner toute sa place à la CULTURE REGIONALE.

L'application du Programme commun, donnera à notre département un nouvel essor. Vous présentant aujourd'hui nos objectifs, j'ai confiance en votre jugement.

Madame, Mademoiselle, Monsieur, en votant communiste le 12 mars vous allez vous donner les moyens d'une autre vie, plus juste, plus belle.

Danielle DE MARCH
Député-Suppléante

S.N.I.P./Offset - 63, av. Ortolan - 83000 TOULON - Tél. 41.06.10